

Une amitié ennemie ?
Relations franco-hongroises, l'évolution de l'image française
de la Hongrie pendant la guerre froide et la politique orientale
de Mitterrand

PETER ÁKOS FERWAGNER
UNIVERSITE DE SZEGED

En 2022, en tant que septième volume de la série de livres *Rerum Fides*, une collection de sources historiques en français a été publiée à Budapest. Les deux éditeurs du volume, Gergely Fejérdy et Zoltán Garadnai, n'ont fixé rien de moins que la présentation de l'image de la Hongrie formée par les diplomates français en poste à Budapest entre 1944 et 1990. Fejérdy et Garadnai, quant à eux, sont tous deux des chercheurs expérimentés, spécialistes des relations franco-hongroises.

Gergely Fejérdy est diplômé de l'histoire et de la langue et de la littérature française de l'Université Péter Pázmány (PPKE) de Budapest. En 2009, il obtient un doctorat (PhD) en histoire des relations internationales à l'Université de la Sorbonne à Paris. Depuis 2010, il est chargé de cours à l'Institut d'histoire de la PPKE et au Département des relations internationales, également enseignant à l'Université Corvinus de Budapest. Il a commencé à travailler à l'Institut hongrois des affaires étrangères en 2011. Entre 2015 et 2019, en tant que conseiller, il a été diplomate à Paris. Depuis 2019, il est directeur scientifique adjoint de la Fondation Otto Habsbourg. Il est membre de plusieurs groupes de recherche et auteur de nombreuses publications scientifiques. Son principal sujet de recherche est l'histoire récente de la France, des pays européens francophones, de l'Union européenne, des relations internationales et diplomatiques.

Zoltán Garadnai est historien, expert en relations internationales et conseiller aux Archives nationales de Hongrie. Il a obtenu un diplôme en histoire en 1993 à l'Université Loránd Eötvös de Budapest (ELTE) et en relations internationales à l'Université Corvinus. En 2006, il a obtenu son doctorat (PhD) en histoire également à l'Université Corvinus. Son sujet de recherche est la guerre froide, l'histoire de la diplomatie française et la politique étrangère hongroise.

Les relations franco-hongroises ont une très longue histoire et, au cours des siècles passés, ces relations ont souvent été déterminées par des préjugés. Par ailleurs, les ouvrages publiés en Hongrie sur la politique étrangère française au 20^e siècle ont la particularité de présenter, outre le traumatisme indéniable de Trianon, des perspectives principalement anglo-saxonnes et allemandes, puis soviétiques. C'est pourquoi il est digne d'éloge que les éditeurs de ce volume abordent la Hongrie d'un point de vue strictement français dans une période très particulière, où tant de changements ont eu lieu dans les relations.

L'objet de la publication est donc de présenter l'évolution de l'image de la Hongrie formée par les diplomates français de Budapest. La publication du volume a été précédée de décennies de recherches archivistiques à Paris (Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve) et à Nantes (Centre des Archives diplomatiques). Le fil conducteur du volume était l'analyse des relations politiques, économiques, culturelles et diplomatiques bilatérales franco-hongroises. Lors de la sélection des sources, les éditeurs ont été guidés par la volonté que l'évaluation de la Hongrie d'un point de vue français devienne claire. Les auteurs sont arrivés à la ferme conclusion que la perception de la Hongrie et des Hongrois a subi des changements significatifs au cours de la période examinée. Ils affirment que les relations bilatérales se sont développées dans la période entre 1944 et 1990, au cours de laquelle les diplomates français ont connu de plus en plus la Hongrie, les particularités du peuple hongrois et l'histoire particulière des gens qui y vivent, qu'ils ont tenté d'interpréter dans le contexte de l'Europe centrale et orientale.

La collection est considérée comme une publication de ressources thématiques et chronologiques avec une structure traditionnelle. La grande majorité des documents proviennent des archives du ministère français des Affaires étrangères, et une plus petite partie de la série DDF (*Documents diplomatiques français*). Le volume est divisé en deux unités thématiques. La première partie contient une étude synthétisante en hongrois et en français sur l'histoire de la politique étrangère française et des relations franco-hongroises. La deuxième partie présente 83 documents français les plus importants liés à l'établissement de relations par ordre chronologique. Les sources ont été regroupées en trois unités thématiques, qui reflètent également l'évolution de l'attitude française à l'égard de la Hongrie. Le premier groupe traite de l'histoire des années 1944-1958. Le second s'intéresse à la période d'ouverture de de Gaulle à l'Est aux années 1960 et au temps de détente. La troisième étape est la période Mitterrand jusqu'au changement de régime.

Bien sûr, cette division thématique est acceptable, mais il y a aussi des arguments pour d'autres possibilités. Pendant la guerre froide, il y a eu plusieurs événements et périodes qui peuvent à juste titre être évalués comme une époque distincte dans l'histoire des relations franco-hongroises. Je considère la guerre d'Algérie (1954-1962) comme un tel événement, qui détermina alors fortement la politique étrangère de Paris, y compris son attitude envers la Hongrie. De même, la soi-disant double crise de 1956 est un moment marquant : le conflit de Suez et la révolution hongroise. Et peut-être que la discussion de l'affaire hongroise à l'ONU peut aussi être classée ici.

Le couple d'auteurs Fejérdy-Garadnai estime que le rôle des ambassadeurs est important pour comprendre les opinions françaises sur la Hongrie, c'est pourquoi, au début de leur étude introductive, ils passent en revue les tâches générales, les droits et les devoirs des ambassadeurs français, puisque l'opinion personnelle de chaque ambassadeur, sa relation avec le pays hôte, les rapports et synthèses qu'il en dresse avaient un impact fondamental sur la compréhension des relations politiques intérieures et extérieures du pays en question à Paris. Vient ensuite un résumé succinct des relations franco-hongroises. Nous en apprenons que bien que les deux pays ne soient pas entrés en état de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations diplomatiques ont été de facto rompues en décembre 1945, et les relations n'ont été rétablies qu'un an plus tard.

À partir de 1946, la France est représentée à Budapest par le diplomate Henri Gauquié, qui sympathise initialement avec l'Union soviétique et les communistes, mais qui, après

1947, devient de plus en plus critique à l'égard des conditions politiques hongroises, puis les procès de tendance, notamment l'affaire de Rajk, l'indignent déjà. En 1950, Gauquié est remplacé par l'inexpérimenté Jean Delalande ; durant son mandat, pendant les années « les plus glaciales » de la guerre froide, les relations franco-hongroises tombent au plus bas et la légation de France est isolée du monde extérieur. En 1956, peu avant le déclenchement de la révolution en Hongrie, Delalande est remplacé par Jean Paul-Boncour, beaucoup plus expérimenté, qui connaît assez bien l'Europe centrale et dont l'oncle, Joseph Paul-Boncour, était premier ministre de la France dans les années 1930. Le nouveau ministre a été un témoin oculaire de la révolution hongroise et, après sa chute, il a trouvé la politique de János Kádár répréhensible. Par conséquent, après 1956, il est tombé dans le vide. En 1962, Paris lui ordonne de revenir de Budapest afin que le développement des relations bilatérales ne soit pas entravé par sa personnalité.

Au début des années 1960, en partie à la suite de l'ouverture de de Gaulle à l'Est et en partie à la suite de la consolidation du système Kádár, le développement des relations diplomatiques a commencé et elles ont été élevées au rang d'ambassadeur (auparavant les représentants diplomatiques n'étaient que des chargés d'affaires ou bien des ministres plénipotentiaires à la tête de la légation de France à Budapest et de Hongrie à Paris). En 1962, le Quai d'Orsay envoie à Budapest son diplomate de carrière Pierre Francfort, qui, aux années 1950, représentait son pays à Bucarest. Il a été le premier diplomate français à être reçu par János Kádár. L'élévation des relations bilatérales au rang d'ambassadeur (1963) et la première visite du ministre hongrois des Affaires étrangères à Paris (1965) étaient une étape importante dans le rapprochement entre les deux pays. Après Francfort, le diplomate de carrière Raymond Gastambide est devenu chef de l'ambassade de France à Budapest, où il a exercé son service diplomatique entre 1965 et 1971. La visite du ministre français des Affaires étrangères Couve de Murville en Hongrie en 1966 s'est déroulée pendant son service, qui a été l'une des étapes de l'ouverture de de Gaulle à l'Est. Malgré l'amélioration des relations économiques, l'intervention en Tchécoslovaquie du Pacte de Varsovie en 1968 a provoqué de nouveau un éloignement temporaire des relations bilatérales. Au début des années 1970, l'habile Gérard Amanrich développe avec succès les relations entre les deux pays dans le cadre du processus d'Helsinki. Pendant l'époque de son successeur, Raymond Bressier (1974-1980), qui avait une grande expérience diplomatique, les relations ont atteint un niveau élevé, dont un bon exemple est la visite de János Kádár à Paris en 1978.

Après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, la conjoncture internationale a favorisé le développement des relations bilatérales. Le nouvel ambassadeur de France à Budapest, Jacques Lecompt, a cherché à élargir les relations commerciales. En juillet 1982, la visite du président de la République française en Hongrie a marqué un tournant dans l'histoire des relations franco-hongroises et a montré l'acceptation occidentale et le prestige international du système Kádár. Au cours de ces années, l'évaluation de la Hongrie par les diplomates français à Budapest peut être qualifiée d'excellente : ils ont vu que la Hongrie est le seul pays de l'Est qui peut afficher « un bilan relativement positif à l'égard des Droits de l'Homme » (p. 282). Lecompt a été remplacé en 1983 par Hubert Dubois, qui, en plus de développer des relations politiques (visites diplomatiques de haut niveau), a également souhaité renforcer les partenariats économiques, culturels et commerciaux. Christine Malitchenko, la seule femme ambassadrice de l'époque, est arrivée à Budapest en 1986, et

jusqu'à son départ en 1989, elle a pu observer de près les changements politiques et économiques en Hongrie. Fejérdy et Garadnai voient que Malitchenko « n'a pas vraiment compris les événements qui se sont déroulés durant ces années en Hongrie. Elle ne voyait que peu leur élan et leur accélération. » (p. 36) Pendant la période du changement de régime, entre 1989 et 1993, le très expérimenté Pierre Brochand occupe le poste d'ambassadeur. Au cours de cette période, les deux pays égaux en droits ont continué à construire des relations bilatérales au milieu de conditions internationales complètement nouvelles. La visite de Mitterrand à Budapest en janvier 1990 marque le début d'une nouvelle phase dans les relations franco-hongroises.

Les auteurs concluent qu'après la Seconde Guerre mondiale, par rapport à la période d'avant 1945, il y a eu un déclin des relations bilatérales, suivi par la révolution de 1956, la politique d'ouverture à l'Ouest du système Kádár, la détente et le processus d'Helsinki, ensuite le changement de système en 1989-1990 a revalorisé la Hongrie dans le système de la diplomatie française. Au milieu de relations fluctuantes, les diplomates français à Budapest ont toujours essayé de fournir à Paris le plus d'informations possible sur le pays hôte. En pleine détente, dans les années 1970, les relations se stabilisent, et dans les années 1980 elles acquièrent une nouvelle qualité, Budapest devient de plus en plus importante pour Paris. Les auteurs tirent la conclusion des sources que, par rapport à la période de l'entre-deux-guerres, un changement significatif s'est opéré dans l'évolution de l'image française de la Hongrie. « Un des changements importants fut, par exemple, la perception française du changement d'attitude de la Hongrie vis-à-vis de la question du traité de Trianon qui générait de la méfiance à l'égard de la France » (p. 38) et de l'amélioration significative du sentiment anti-français. Au milieu des nouvelles circonstances, la diplomatie française a joué une sorte de rôle de pont dans l'affrontement de la guerre froide, puis est devenue un partenaire important pour la Hongrie après la chute du mur de Berlin.

Je ne soulignerai que trois exemples intéressants tirés des sources diplomatiques publiées. Le 13 novembre 1956, une note de la Direction générale politique du ministère français des Affaires étrangères concernant la révolution hongroise et la crise de Suez (*Comparaison de la crise hongroise et de la crise en Moyen-Orient*) précise : « La mise en regard des dates marquantes de la crise hongroise et au Moyen-Orient, depuis le 23 octobre, ne fait apparaître aucune corrélation rigoureuse entre les interventions soviétiques contre les insurgés hongrois et les mesures prises par Israël d'une part, par la France et par la Grande-Britannique de l'autre, au Moyen-Orient. » (p. 127)

Le rapport de 1965 de l'ambassadeur Pierre Francfort est également intéressant, dans lequel il rend compte des réactions de la Hongrie à la conception de l'Europe du général de Gaulle. « Naturellement sur le plan européen, il ne pourrait s'agir de la part de la Hongrie que d'un cheminement lent et limité avec éventuellement des arrêts et même des retours en arrière si la politique de l'Union soviétique venait à s'infléchir dans le sens d'un moindre élargissement de la coexistence. » C'est pourquoi « on ne saurait sans doute s'attendre de la part de la Hongrie à des développements plus prononcés et prochains, et si à cet égard des avances "danubiennes" ou "européennes" du côté de l'Autriche [...] l'engagent moins, il suffit pour l'instant que les idées française d'une Europe élargie continuent d'être à Budapest matière de réflexion. » (pp. 172-173)

Enfin, je considère comme remarquable la longue caractérisation de János Kádár par l'ambassadeur Raymond Gastambide en 1971. « Depuis quinze ans Kádár est à son poste. Il

est resté le chef incontesté de la Hongrie et sa situation n'a été qu'en s'améliorant. Cet homme naguère détesté est maintenant estimé de son peuple, respecté par ses alliés, particulièrement par les Soviétiques. Il est parvenu à mettre son pays sur la voie de la prospérité et les résultats obtenus sont loin d'être négligeables. » Aux années 1960, « il s'efforça de rallier le peuple entier derrière lui afin de pouvoir procéder à la réalisation de son rêve : la construction d'une société véritablement socialiste. [...] La paix sociale était revenue et Kádár était convaincu que l'on ne pouvait créer le socialisme sans une base économique stable. » Gastambide donne une description détaillée de la personnalité du premier secrétaire du parti communiste : « Bien qu'ayant peu d'études, Kádár est doué d'une intelligence positive, d'un don aigu d'observation et en même temps d'un sens profond de la justice sociale. Son embryon d'éducation religieuse avait fait de lui un idéaliste, il me l'a dit lui-même, et aussi bien dans les formules de ses discours que dans ses actions mêmes on trouve une sorte de puritanisme laïque qui était souvent le fait des révolutionnaires de cette époque. Kádár et son régime ont toujours tenu à éviter tout excès et à maintenir et inculquer au peuple hongrois la nécessité d'une morale socialiste, où l'on retrouve souvent les principes de la morale chrétienne. Il ne saurait pas tolérer les scandales financiers, les malversations, l'inconduite ou les mœurs douteuses. [...] Sur le plan intellectuel Kádár n'est pas un théoricien. Certes il a consciencieusement étudié Marx et Lénine et les connaît bien mais, pour lui, le socialisme doit se créer essentiellement dans l'action et s'il invoque les grands auteurs, c'est pour justifier une décision ou une orientation idéologique précise. » Son « sens social se traduit par une grande simplicité et une réelle humanité. [...] Point de portrait de lui dans les vitrines ou dans les bureaux. [...] Cela ne signifie pas que Kádár ne puisse être dur lorsqu'il l'estime nécessaire. Il a une haute idée de sa mission et il veut tout faire pour parvenir à réaliser la société socialiste dont il a tant rêvé dans sa jeunesse et pour laquelle il a souffert. Ceux qui viendraient à mettre en danger cette œuvre résolument entreprise et obstinément poursuivre doivent être écartés. » En ce qui concerne le problème du nationalisme et de l'internationalisme, Kádár « a tracé les limites entre l'un et l'autre. Il ne renie pas, bien au contraire, l'amour de la patrie et le sens du devoir vis-à-vis de ses concitoyens, il ressent sans doute plus profondément qu'il ne l'a jamais dit son appartenance à la terre hongroise et la communauté de son propre destin avec celle de son peuple. Il a toujours défendu pour chaque parti national de construire le socialisme, chacun selon les conditions dans lesquelles il se trouve, conditions géographiques, humains, économiques. [...] Cette forme de pensée permet de rejeter sans recours tout ce qui peut ressembler à l'ancien nationalisme qu'il appelle chauvinisme. Point de guerres de conquête, point de revendications territoriales, point de proclamation de terres irrédentes. Deux millions et demi de Hongrois vivent sur le pourtour du pays et ce n'est pas de gaieté de cœur que les Hongrois évoquent le problème. Ils accusent volontiers à ce propos les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et s'indignent de « l'injustice » dont ils sont victimes. Kádár m'a dit lui-même un jour : « Que Wilson l'Américain, que Lloyd George le Gallois aient pu prendre de telles décisions, cela peut encore se concevoir, mais que Clemenceau les ait acceptées, je ne pourrai jamais le comprendre. » Cependant, malgré son ressentiment encore aigu en dépit des années écoulées, les impératifs de l'internationalisme socialiste empêchent Kádár de revendiquer. Les Hongrois séparés de la mère patrie vivent dans les pays socialistes et il ne saurait être question de faire quoi que ce soit qui puisse rompre l'unité du groupe. Par contre, Kádár s'est toujours efforcé, par des conversations, par des négociations, par des

accords d'améliorer le sort des minorités hongroises et de leur faire accorder le droit à la langue, à la culture, à l'histoire magyares. » (pp. 218-227)

Je n'ai qu'une remarque critique : il y a beaucoup de fautes d'orthographe et d'erreurs de frappe. On a le sentiment que la publication a été préparée à la va-vite, et qu'il n'y a pas eu assez de temps pour la relecture linguistique du texte. En revanche, il est incontestable que cette collection servira à l'avenir les historiens qui s'intéressent aux relations franco-hongroises.

Fejérdy Gergely – Garadnai Zoltán, *Magyarország a francia diplomaták szemével. Diplomáciai dokumentumok a magyar–francia kapcsolatok történetének jobb megértéséhez (1944–1990) / La Hongrie vue avec les yeux des diplomates français. Documents diplomatiques pour mieux comprendre l'histoire des relations franco-hongroises (1944-1990)*, Rerum Fides VII, Line Design, Budapest, 2022, 331 p.

En 2020, un autre volume a été publié par Zoltán Garadnai dont le titre (*La France et la sécurité orientale*) est une paraphrase du livre de la célèbre historienne hongroise récemment décédée Mária Ormos (1930-2019) portant le même titre. Ce choix de titre est compréhensible, puisque Ormos a examiné la politique de sécurité de la France en Europe centrale et orientale aux années 1930 à partir de sources d'archives dans son livre de grande importance¹. Garadnai fait de même : sa monographie porte sur la politique de la France en Europe orientale et centrale sous la présidence de François Mitterrand. Cette entreprise est importante car jusqu'à présent la politique orientale du président Mitterrand n'a pas été étudiée et analysée du côté hongrois et en langue hongroise à partir de sources d'archives. L'auteur a effectué des recherches approfondies dans les archives des affaires étrangères françaises (La Courneuve, Nantes) et les archives nationales hongroises. Il a utilisé une littérature abondante pour son travail, y compris les travaux d'historiens français et hongrois (Békés, Bozo, Kecskés, Lachaise, Rey, Roussel, etc.).

L'auteur considère la présidence de Mitterrand comme une époque particulière de l'histoire de la diplomatie française. Il pense que la politique orientale de Mitterrand était une combinaison particulière de la politique orientale réaliste de de Gaulle et de la politique orientale constructiviste de Pompidou et Giscard d'Estaing. Cependant, une différence importante est que, par rapport à l'époque de ses prédécesseurs, le tournant des années 1980 et 1990 était défini par l'incertitude, de sorte que l'ère Mitterrand ne peut être définie comme une période unique.

Ce manque d'uniformité se reflète également dans la thématique du volume. Le premier chapitre traite de la politique orientale de la France entre 1981 et 1988, c'est-à-dire pendant la première présidence de Mitterrand. Comme dans les autres chapitres, l'auteur consacre une sous-section distincte aux relations de la France avec l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, les Balkans et la Hongrie. Dans le deuxième chapitre, il examine les mutations des relations internationales de la France intervenues entre 1989 et 1991, lors des changements des régimes est-européens. Le troisième chapitre porte sur la dernière phase de la présidence Mitterrand (1992-1995).

¹ Ormos Mária, *Franciaország és a keleti biztonság 1931–1936* [La France et la sécurité orientale], Akadémiai Kiadó, Budapest, 1969. Voir le résumé en français pp. 439-446.

Garadnai voit que Mitterrand a défendu fermement l'approfondissement de l'intégration européenne et la poursuite de la coopération franco-allemande, car cela pouvait assurer le caractère pacifique de la réunification allemande et le maintien d'une Allemagne unie dans le cadre européen. En ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, la politique de Mitterrand visait à éviter la désintégration complète de la région et la renaissance des nationalismes d'État-nation. Cette politique s'est concrétisée dans le développement de la coopération européenne dans un cadre paneuropéen entre 1989 et 1991. Le côté réaliste de la politique de Mitterrand se manifeste par le fait qu'il a fondé ses relations avec les pays d'Europe de l'Est sur les traditions gaullistes. Le rapport avec l'unité allemande a fondamentalement déterminé la coopération avec ces pays, qu'il a essayé de renforcer en construisant de solides relations économiques, commerciales et culturelles. L'approche réaliste-constructiviste complexe de Mitterrand est bien illustrée par le plan de la confédération européenne, qui était très similaire aux idées paneuropéennes entre les deux guerres mondiales et au concept européen de de Gaulle. Selon l'auteur, l'échec de ces idées tient aussi à des raisons similaires, c'est-à-dire au rejet du leadership français dans la coopération européenne, à la résistance aux aspirations hégémoniques françaises et à la nature différente des intérêts nationaux. L'objectif du projet de confédération de Mitterrand était de créer un ordre européen au sein duquel la France pourrait superviser les processus après 1989 en position de force et en intégrant une Allemagne unie. Cependant, les événements de 1991 ont « simplifié » la situation. Après la dissolution de l'Union soviétique et le déclenchement de la guerre de Yougoslavie, l'attention s'est portée sur l'intégration européenne.

Comme on peut le voir dans la division thématique du volume, l'auteur divise la présidence de Mitterrand en trois étapes. Dans la première période, entre 1981 et 1988, la politique de Paris se caractérise par la prudence et l'engagement euro-atlantique. Garadnai pense que l'activité diplomatique de la France pendant cette période a été principalement déterminée par la crainte de l'escalade du conflit de la guerre froide, car cela menaçait le processus de détente. L'une des caractéristiques de cette période est que les relations franco-hongroises se sont développées de manière particulière. Entre 1988 et 1991, l'objectif principal de la diplomatie française était la gestion de l'unification allemande dans un cadre européen, la politique active d'ouverture à l'Est et la promotion du projet de confédération européenne, car Paris s'inquiétait de la résurgence des nationalismes et de l'avenir du continent. Après les changements de 1991, l'établissement de relations bilatérales, l'intégration euro-atlantique et la gestion du nouveau système européen de sécurité et de coopération sur une base multilatérale sont apparus avec un objectif similaire dans le cas de chaque pays, mais avec un accent différent selon leurs spécificités. Paris voulait dépasser le « système de Yalta » et renforcer sa position dans les pays qui étaient sur la voie du développement démocratique.

Au cours de son travail, Zoltán Garadnai a principalement examiné les relations politico-diplomatiques, et ne s'est pas absorbé dans une analyse détaillée de chaque relation. Il a étudié trois niveaux d'analyse : l'évolution des relations internationales de la France, notamment en ce qui concerne la politique européenne ; les relations entre la France et l'Europe de l'Est dans le cadre de la politique européenne française ; les relations franco-hongroises.

Zoltán Garadnai est convaincu que la politique orientale de Mitterrand a été significativement influencée par la tradition de la politique étrangère française que l'on peut voir

depuis Richelieu, c'est-à-dire la peur que les Allemands deviennent trop forts. Lorsque le *statu quo* européen a brusquement changé à la fin des années 1980, la France a dû s'adapter aux nouvelles circonstances, et Mitterrand a personnellement joué un rôle décisif dans cette mission diplomatique. Il soutient Gorbatchev, refonde les relations franco-soviétiques/russes, s'ouvre à l'Europe centrale et visite tous les pays ici pour renforcer les positions françaises dans le cadre de la coopération bilatérale. En outre, il prône la construction du système de coopération et de sécurité de l'Europe occidentale, la conclusion du traité de Maastricht, l'introduction de la monnaie commune et la réforme de l'OTAN. La conclusion finale de l'auteur est que la stratégie de Mitterrand ne peut être interprétée qu'en termes de coopération bilatérale et multilatérale complexe, sur la base de la pensée géopolitique française, qui a donné un mélange spécifique de l'orientation réaliste et structuraliste de la diplomatie française dans un environnement international où les structures formées après 1945 ont été transformées et le sentiment de stabilité a été remplacé par l'incertitude et la peur.

Garadnai Zoltán, *Franciaország és a keleti biztonság François Mitterrand elnöksége alatt. A magyar–francia kapcsolatok története (1981–1995)* [La France et la sécurité orientale sous la présidence de François Mitterrand. L'histoire des relations franco-hongroises], Dialóg Campus, Budapest, 2020, 186 p.